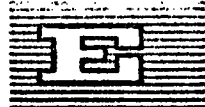


NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/2031/Add.3
26 juillet 1951
FRANCAIS
Original : ANGLAIS



Treizième session
Point 20

Distr. double

RAPPORT DU COMITE CHARGE DU PROJET DE CONVENTION RELATIVE
A LA LIBERTE DE L'INFORMATION

Propositions et commentaires des gouvernements
concernant le projet de convention

X. Danemark

Les propositions et commentaires suivants, datés du 29 juin 1951, ont été reçus du Gouvernement danois :

Le Danemark a participé avec intérêt aux efforts qu'ont fait les Nations Unies pour élaborer une convention relative à la liberté de l'information, mais il est d'avis que le projet actuel - notamment son article 2 - permet de telles atteintes à la liberté de l'information que, s'il était adopté, ce texte ne garantirait vraisemblablement pas de façon suffisante la liberté nationale et internationale de l'information. C'est pourquoi mon Gouvernement estime que ce projet ne convient pas et ne devrait pas être mis en vigueur. Le Gouvernement danois estime que la question de l'élaboration d'une convention sur la liberté de l'information ne devrait donc pas être inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à tout le moins tant que l'article 14 du Pacte relatif aux droits de l'homme n'aura pas reçu sa rédaction définitive.

XI. Yougoslavie

Les propositions et observations suivantes, datées du 29 juin 1951, ont été reçues du Gouvernement de la République fédérale populaire de Yougoslavie :

1. Le Gouvernement yougoslave attache une grande importance à la convention relative à la liberté de l'information et estime que la situation internationale actuelle rend l'adoption d'une telle convention plus nécessaire que jamais. Il n'y a aucun doute qu'une convention qui résoudrait de façon satisfaisante les problèmes fondamentaux qui se posent à l'heure actuelle en matière de liberté d'information conduirait à une amélioration des relations internationales. Le Gouvernement yougoslave estime donc que les efforts visant à l'élaboration de cette convention doivent être poursuivis.

2. Le projet élaboré par le Comité chargé du projet de convention relative à la liberté de l'information créé par l'Assemblée générale ne constitue pas, de l'avis du Gouvernement yougoslave, un progrès dans la direction d'un heureux aboutissement des efforts que les Nations Unies font depuis plusieurs années pour résoudre ce problème.

Le Gouvernement yougoslave tient à ce propos à rappeler la déclaration finale de son représentant au Comité chargé du projet de convention relative à la liberté de l'information; certaines critiques émises par le représentant de la Yougoslavie visaient en substance à montrer que ledit Comité, dans l'élaboration de ce projet, n'a pas assez tenu compte des principes et des buts des Nations Unies (document A/AC.42/7, pages 75 et 76).

3. Le Gouvernement yougoslave tient à marquer qu'à son avis l'élaboration et l'application efficace d'une telle convention sur la liberté de l'information devraient être possibles. Plusieurs années d'efforts de la part des Nations Unies dans ce domaine, de même que beaucoup d'aspects du travail du Comité spécial lui-même, montrent qu'une vaste majorité des Membres des Nations Unies sont aujourd'hui en faveur d'une convention de ce genre, sous réserve :

- a) qu'il soit prévu dans cette convention des moyens concrets de faire respecter les droits et les libertés, et reconnaître les responsabilités qui correspondent vraiment aux conditions actuelles du monde;

b) qu'il soit tenu compte des très grandes différences entre les moyens d'information disponibles dans les grands pays d'une part, et dans les petits pays et pays insuffisamment développés d'autre part.

Ces deux principes découlent clairement de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des Droits de l'homme.

4. Le Gouvernement yougoslave se réserve le droit de soumettre au moment approprié, et aux organes compétents ses propositions d'amendement au projet de Convention ainsi que d'éventuelles propositions distinctes.

XII. Norvège

Les propositions et observations suivantes, datées du 2 juillet 1951, ont été reçues du Gouvernement norvégien :

Le Gouvernement norvégien, après avoir étudié le projet de Convention relative à la liberté de l'information, est arrivé à la conclusion que ce projet ne peut servir de base à un accord international sur la liberté de l'information.

Le Gouvernement norvégien fonde son opinion sur le projet pris dans son ensemble; il ne juge donc pas nécessaire d'entrer ici dans une explication détaillée de ses vues, non plus que dans l'examen de la forme et du contenu des diverses dispositions.

Le Gouvernement norvégien est d'avis que le moment n'est pas encore venu de réunir une conférence internationale en vue de signer une convention internationale relative à la liberté de l'information.

Pour le moment, le Gouvernement norvégien pense qu'il serait préférable d'inclure dans le Pacte relatif aux Droits de l'homme une disposition formulée de façon générale tendant à garantir la liberté de l'information.

La question d'une convention internationale sur la liberté de l'information ne devrait pas, de l'avis du Gouvernement norvégien, être mise à l'étude par l'Assemblée générale des Nations Unies tant qu'une disposition de ce genre n'aura pas été mise au point et adoptée.